



Schweizerische Eidgenossenschaft  
Confédération suisse  
Confederazione Svizzera  
Confederaziun svizra

Département fédéral de l'intérieur DFI  
**Office fédéral des assurances sociales OFAS**

## **Directives relatives au registre des allocations familiales (D-RAFam)**

Valables dès le 15 octobre 2010

318.811 f D-RAFam

10.10

## Table des matières

Liste des abréviations.....	4
1. Généralités .....	7
1.1 But du registre des allocations familiales .....	7
1.2 Organisation du registre des allocations familiales .....	8
1.3 La Centrale de compensation.....	8
2. Contenu du registre des allocations familiales .....	9
2.1 Numéro AVS et données d'identification .....	10
2.1.1 Consultation du numéro AVS dans UPI .....	11
2.1.2 Attribution d'un nouveau numéro AVS .....	12
2.2 Lien entre l'ayant droit et l'enfant.....	13
2.3 Statut professionnel de l'ayant droit .....	14
2.4 Service légalement responsable communiquant les données.....	14
2.5 Genre d'allocation .....	15
2.6 Base légale de l'allocation familiale.....	15
2.7 Début et fin du droit.....	16
2.8 Données de l'employeur.....	17
3. Accès aux données .....	17
3.1 Procédure d'appel .....	18
3.1.1 Services autorisés .....	18
3.1.2 Telezas3.....	18
3.2 Informations accessibles au public (InfoAFam).....	18
3.2.1 InfoAFam.....	18
3.2.2 Exceptions à l'accessibilité au public.....	19
4. Obligation de communiquer et contrôle.....	19
4.1 Identification des services communiquant les données ..	20
4.2 Etendue de l'obligation de communiquer .....	21
4.3 Contrôle de l'obligation de communiquer .....	22
5. Transfert des données.....	23
5.1 Généralités .....	23
5.2 Plateforme d'échange de données sedex .....	23
5.3 Format des fichiers.....	24
5.4 Change Management.....	25
5.5 Description des données échangées .....	25
6. Types d' annonce .....	28
6.1 Annonces transmises au registre .....	28
6.1.1 Opérations des CAF importantes pour le RAFam .....	28

6.1.2	Nouvelle prestation – Annonce eCH-0104-68:newBenefitType.....	28
6.1.3	Mutation / Correction / arrêt d'une prestation – eCH-0104-68: benefitMutationType .....	30
6.1.4	Annulation d'une allocation – eCH-0104-68: benefitCancellationType .....	32
6.1.5	Remarques sur les annonces eCH-0104-68: benefitMutationType et eCH-0104-68: benefitCancellationType .....	32
6.2	Annonces du registre.....	33
6.2.1	Accusé de réception d'un annonce – Annonce eCH-0104-69:receiptType .....	33
6.2.2	Annonce après une mutation contradictoire par un autre organe – eCH-0104-69:noticeType .....	35
6.2.3	Annonces après synchronisation UPI – Annonce eCH-0104-69:UPISynchronizationRecordType .....	36
6.2.4	Annonce concernant l'état général du registre des allocations familiales en entier – Annonce eCH-0104-69:registerStatusRecordType.....	39
7.	Codes de description des plausibilités .....	41
7.1	Contrôle du schéma XSD.....	42
7.2	Plausibilité en fonction des données de l'annonce.....	42
7.3	Plausibilité en fonction du contenu du registre.....	44
7.4	Plausibilité en fonction du contenu UPI.....	46
8.	Traitement des annonces.....	47
8.1	Correction des annonces rejetés.....	48
8.2	Traitement des annonces contradictoires (eCH-0104-69:noticeType).....	48
9.	Livraison initiale des données .....	49
10.	Financement.....	50
11.	Collaboration .....	50
12.	Protection des données et sécurité informatique .....	51
13.	Conservation des données.....	51

## Liste des abréviations

AC	assurance-chômage
AFam	allocations familiales
al.	alinéa
ARC	annonce au registre central
art.	article
AVS	assurance-vieillesse et survivants
c.-à-d.	c'est-à-dire
CAF	caisse de compensation pour allocations familiales
CC	caisse de chômage
CdC	Centrale de compensation
cf.	confer
ch.	chiffre
CI	Conseil informatique de la Confédération
eAVS/AI	association des organes d'exécution de l'AVS/AI visant à promouvoir les applications de cyberadministration
e-ch	normes de cyberadministration ( <a href="http://www.ech.ch">www.ech.ch</a> ) e-CH0084 – annonce électronique d'une personne dans UPI
Infostar	registre de personnes de l'état civil ; banque de données dans laquelle, depuis le 1 <sup>er</sup> janvier 2005, tous les faits d'état civil concernant la population résidente suisse et les Suisses de l'étranger sont documentés
LACI	Loi du 25 juin 1982 sur l'assurance-chômage obligatoire et l'indemnité en cas d'insolvabilité (Loi sur l'assurance-chômage, RS 837.0)

LAFam	Loi fédérale du 24 mars 2006 sur les allocations familiales (Loi sur les allocations familiales, RS 836.2)
LAI	Loi fédérale du 19 juin 1959 sur l'assurance-invalidité (RS 831.20)
LAVS	Loi fédérale du 20 décembre 1946 sur l'assurance-vieillesse et survivants (RS 831.10)
let.	lettre
LFA	Loi fédérale du 20 juin 1952 sur les allocations familiales dans l'agriculture (RS 836.1)
LPart	Loi fédérale du 18 juin 2004 sur le partenariat enregistré entre personnes du même sexe (Loi sur le partenariat, RS 211.231)
LPD	Loi fédérale du 19 juin 1992 sur la protection des données (RS 235.1)
OAFam	Ordonnance du 31 octobre 2007 sur les allocations familiales (RS 836.21)
OFAS	Office fédéral des assurances sociales
OFIT	Office fédéral de l'informatique et de la télécommunication
p. ex.	par exemple
PED	plateforme d'échange de données
RAVS	Règlement du 31 octobre 1947 sur l'assurance-vieillesse et survivants (RS 831.101)
s., ss	et suivant(s)
SECO	Secrétariat d'Etat à l'économie – responsable de l'assurance-chômage
sedex	secure data exchange – plateforme technique de la <a href="#">Confédération</a> pour l'échange sécurisé de données
SLA	service level agreement – convention relative à la qualité et au prix d'un contrat de prestation de service

sM-Client	sedex-Meldeclient – logiciel facilitant l’intégration de systèmes informatiques avec sedex
SYMIC	Système d’information central sur la migration
Telezas	application en ligne permettant d’interroger le registre des assurés AVS
UPI	<a href="#">base de données Unique Person Identification</a> – registre central suisse de personnes avec indication du numéro AVS
UPIViewer	<a href="#">application en ligne de la CdC</a> permettant à tous les services qui utilisent systématiquement le numéro AVS d’interroger le contenu de la base de données UPI
UPIServices	<a href="#">services web de la CdC</a> permettant à une application informatique cliente de gérer des requêtes ainsi que des demandes d’attribution d’un nouveau numéro AVS à UPI au format XML, en mode synchrone ou asynchrone
URL	Uniform Resource Locator (« repère uniforme de ressource ») – adresse Internet
WebFTP	plateforme Internet de l’OFIT utilisée pour le téléchargement de fichiers volumineux
XML	extensible markup language (langage standardisé de balisage des données)
XSD	langage de définition de schéma XML

## 1. Généralités

### 1.1 But du registre des allocations familiales

Art. 21a LAFam But

La Centrale de compensation tient un registre des allocations dans les buts suivants :

- a. prévenir le cumul d'allocations familiales selon [l'art. 6](#) ;
- b. établir la transparence sur les allocations familiales versées ;
- c. soutenir les services cités à l'art. 21c dans l'exécution de la présente loi ;
- d. informer la Confédération et les cantons et fournir les données nécessaires aux analyses statistiques.

- 101 Le registre des allocations familiales (RAFam) constitue la plateforme d'information centrale concernant les allocations familiales versées selon le droit suisse pour des enfants domiciliés en Suisse ou à l'étranger.
- 102 Sont saisies dans le RAFam les allocations familiales selon la LAFam et celles selon la LFA, à savoir les allocations pour enfant, de formation professionnelle, de naissance et d'adoption versées aux salariés, aux indépendants et aux personnes sans activité lucrative. Le montant de l'allocation n'est pas inscrit dans le registre, car il découle de la législation d'exécution cantonale applicable. Il est en revanche précisé si, dans un canton, un montant plus élevé est versé pour un enfant (p. ex. montants plus élevés pour familles nombreuses ou pour une formation entamée avant 16 ans). Sont également enregistrés dans le RAFam les suppléments s'ajoutant aux indemnités journalières de l'assurance-chômage ([art. 22 LACI](#)) et à celles versées pendant l'exécution de mesures de réadaptation de l'AI ([art. 22 LAI](#)) ; ces prestations sont subsidiaires par rapport aux allocations versées en vertu de la LAFam ou de la LFA. Les prestations supplémentaires facultatives accordées par les employeurs (p. ex. dans des rapports de travail de droit public ou sur la base de conventions collectives) ne sont pas comprises. Les allocations de ménage prévues par la LFA, qui constituent un genre d'allocation particulier, non réglementé dans la LAFam et qui ne sont pas prises en compte dans le calcul d'une éventuelle allocation différentielle, ne sont pas enregistrées non plus. Elles sont d'ailleurs versées par ménage, et donc classées selon les ayants droit et non par enfant.

103 L'objectif premier du RAFam est d'empêcher le cumul d'allocations au sens de [l'art. 6 LAFam](#). Le contenu, la structure et l'organisation du registre sont déterminés par cet objectif.

104 Le RAFam présente l'état des allocations familiales comme enregistrées au moment de la consultation ou de l'annonce. Il indique aussi aux organes d'exécution les annonces ou enregistrements contradictoires, mais c'est exclusivement aux organes d'exécution qu'il appartient de lever ces contradictions, la responsabilité de la gestion des allocations familiales leur incombant entièrement.

## 1.2 Organisation du registre des allocations familiales

105 L'organisation du registre des allocations familiales est structurée comme suit :

- l'organisation qui gère le registre est la *Centrale de compensation (CdC)* ;
- les *services qui communiquent les données* sont les *organes d'exécution* des allocations familiales cités à l'art. 21c LAFam ;
- les *services autorisés à accéder au registre* conformément à l'art. 18b OAFam jouissent d'un accès sans restriction ;
- les *employeurs* n'ont pas qualité d'organes d'exécution au sens de la LAFam ; ils ne communiquent donc pas de données au registre et n'y ont pas non plus accès ;
- le *public* bénéficie d'un accès restreint aux informations du registre sur le site Internet [InfoAFam](#) (cf. ch. 303 s.).

## 1.3 La Centrale de compensation

106 La CdC assure la gestion du RAFam conformément aux prescriptions légales et selon les exigences définies par le système. Elle est responsable de toutes les questions d'ordre organisationnel et technique (sous réserve des ch. 513 ss).

107 La CdC garantit l'accès au registre par les différents groupes d'utilisateurs par le biais d'une information appropriée. Elle assure une gestion efficace de ces accès et met à disposition pour cela les informations et les équipements nécessaires. Elle est en outre responsable du respect des normes de sécurité de l'administration fédérale en vigueur ([normes eCH](#)), ainsi que du développement ultérieur et de l'entretien du RAFam.

- 108 La CdC met en place et exploite [le Bureau de gestion RAFam](#) pour les tâches suivantes :
- assurer l’exploitation du registre ;
  - assurer la gestion du site InfoAFam ;
  - vérifier et garantir les accès externes au registre ;
  - tenir une liste complète et à jour des services qui communiquent les données ;
  - surveiller la continuité du flux d’informations entre ces services et le registre et apporter de l’aide en cas de problèmes ;
  - repérer les incohérences dans le registre ainsi que les communications de données contradictoires et demander aux organes d’exécution de lever ces contradictions ;
  - servir de point de contact pour les services qui communiquent les données et pour les services autorisés à accéder au registre ;
  - assurer l’information et la communication concernant le RAFam
  - point de contact pour les points de contact informatiques des organes d’exécution en ce qui concerne les demandes de modifications.

## 2. Contenu du registre des allocations familiales

Art. 18a OAFam Contenu du registre des allocations familiales

<sup>1</sup> Le registre des allocations familiales contient les données suivantes:

- a. le numéro AVS, le nom de famille, les prénoms, la date de naissance et le sexe de l’enfant donnant droit aux allocations familiales;
- b. le numéro AVS, le nom de famille, les prénoms, la date de naissance et le sexe de l’ayant droit;
- c. le lien de l’enfant donnant droit aux allocations familiales avec l’ayant droit;
- d. le statut professionnel de l’ayant droit;
- e. le service compétent selon l’art. 21c LAFam pour fixer et verser les allocations familiales;
- f. l’agence ou l’organe de décompte compétent s’il n’est pas identique au service visé à la let. e;
- g. le genre des allocations familiales;
- h. la base légale des allocations familiales;
- i. le début et la fin du droit;
- j. l’employeur, si la caisse de compensation pour allocations familiales à laquelle il est affilié, l’exige.

<sup>2</sup> L’office édicte des directives sur le détail des données à saisir.

- 201 La CdC prescrit des codes d’annonce pour chaque type de données. Ces différents codes sont indiqués ci-après. On en trouve

un récapitulatif dans la [« Fiche d'information RAFam : Données à saisir »](#).

## 2.1 Numéro AVS et données d'identification

- 202 Le numéro AVS permet l'identification des enfants et des ayants droit. Il est enregistré dans le RAFam avec les données d'identification (nom de famille, prénoms, date de naissance et sexe) (art. 18a, al. 1, let. a et b, OAFam).
- 203 Seules peuvent être enregistrées dans le RAFam les données d'enfants ou d'ayants droit dont le numéro AVS est saisi dans la [base de données Unique Person Identification](#) (UPI).
- 204 Tous les enfants nés et domiciliés en Suisse (quelle que soit leur nationalité) et tous les enfants suisses résidant à l'étranger (à quelques exceptions près) sont annoncés automatiquement à la base de données UPI immédiatement après leur inscription dans le registre d'état civil Infostar et un numéro AVS à 13 chiffres leur est attribué. Les enfants étrangers sont enregistrés dans le SYMIC au moment de leur prise de domicile en Suisse et sont ensuite annoncés automatiquement à UPI. Les enfants étrangers résidant à l'étranger n'ont, en général, pas encore de numéro AVS : l'organe d'exécution compétent doit, dans ce cas et dans celui des enfants Suisses n'ayant pas de numéro AVS, demander à la CdC l'attribution d'un nouveau numéro AVS (cf. [art. 50c LAVS](#) et [art. 133 et 133<sup>bis</sup> RAVS](#) et ch. 210).
- 205 La détermination et l'attribution du numéro AVS correct de l'enfant et de l'ayant droit lors de l'annonce ou de la modification d'une allocation familiale incombent aux services qui communiquent les données. Ceux-ci sont habilités à utiliser systématiquement le numéro AVS ([art. 25, let. g, LAFam](#) en corrélation avec [l'art. 50d LAVS](#)), mais doivent l'annoncer à la CdC ([art. 134<sup>ter</sup> RAVS](#)).
- 206 Les services communiquent au registre les numéros AVS de l'enfant et de l'ayant droit et les autres données requises (cf. ch. 604 ss). Le registre recherche dans UPI les données d'identification (nom de famille, prénoms, date de naissance et sexe) correspondant à chaque numéro AVS et les communique aux services en question dans l'accusé de réception de l'annonce au RAFam (cf. ch. 618).

- 207 La CdC vérifie régulièrement que les données d'identification du RAFam concordent avec celles d'UPI. Les modifications sont reprises automatiquement dans le RAFam lors de la synchronisation avec UPI et communiquées aux organes d'exécution concernés au moyen du type d'annonce défini pour cela (cf. ch. 623 ss).

### 2.1.1 Consultation du numéro AVS dans UPI

- 208 Étant donné que la détermination et l'attribution du numéro AVS correct incombent au service qui communique les données, ce dernier doit toujours vérifier dans UPI, avant d'annoncer une nouvelle personne, si celle-ci n'a effectivement pas encore de numéro AVS. Il dispose pour cela des procédures suivantes :

– UPIViewer

UPIViewer est une application en ligne proposée par la CdC pour consulter les numéros AVS dans UPI. Elle permet de trouver le numéro AVS d'une personne au moyen des données d'identification (nom de famille, prénoms, date de naissance, sexe et nationalité) et inversement. Un service tenu de communiquer ses données obtient l'accès à UPIViewer par la procédure suivante :

1. S'annoncer à la CdC en tant que service utilisant systématiquement le numéro AVS  
([www.cdc.admin.ch](http://www.cdc.admin.ch) → Unités → Centrale de compensation CENT → UPI → UPIViewer → Demande d'accès).
2. Déposer une demande d'accès à UPIViewer pour tous les collaborateurs qui l'utiliseront  
([www.cdc.admin.ch](http://www.cdc.admin.ch) → Unités → Centrale de compensation CENT → UPI → UPIViewer → Demande d'accès).

– Telezas3

A partir du 1<sup>er</sup> janvier 2011, tous les organes d'exécution, y compris ceux qui sont extérieurs au système AVS/AI, bénéficieront d'un accès – limité au domaine des AFam – à la nouvelle version de Telezas (Telezas3) et donc à UPI (cf. infra, ch. 301 s.).

– Consultation d'UPI eCH-0085

Le service UPI eCH-0085 permet d'intégrer la détermination du numéro AVS dans une application spécialisée. On trouvera des informations détaillées à ce sujet sur le site

[www.cdc.admin.ch](http://www.cdc.admin.ch) → Unités → Centrale de compensation  
CENT → UPI.

209 Les employeurs ne sont pas autorisés à consulter UPI et, de ce fait, il incombe à la CAF à laquelle un employeur est affilié de rechercher les numéros AVS dans UPI.

### 2.1.2 Attribution d'un nouveau numéro AVS

210 Si l'enfant n'a pas encore de numéro AVS et n'est donc pas enregistré dans UPI, le service qui communique les données doit demander à la CdC l'attribution d'un numéro AVS. La procédure à appliquer dépend du service concerné :

- CAF gérée par une caisse de compensation AVS  
L'attribution d'un nouveau numéro peut être demandée par le biais de la procédure d'annonce au registre central ARC 19 « Lors de l'attribution du numéro AVS à une personne non soumise à cotisations et à qui il n'est servi aucune prestation » (cf. [Directives concernant le certificat d'assurance et le compte individuel \[D CA/CI\]](#)). On trouvera de plus amples informations dans [la directive pour l'utilisation de l'ARC 19 dans le domaine des allocations familiales](#).
- CAF gérée par une caisse de compensation AVS ou CAF hors système AVS/AI et des caisses de chômage avec plus de 100 enfants domiciliés à l'étranger sans numéro AVS suisse  
Les demandes d'attribution d'un numéro AVS peuvent se faire au moyen des UPI Services (eCH-0084). L'application gérant les allocations familiales utilisée par les services communique directement par un service web, ce qui permet de demander un numéro AVS par UPI. La procédure d'annonce pour les services UPI est définie [dans les instructions de la procédure d'annonce et les directives correspondantes](#).
- CAF hors système AVS/AI et des caisses de chômage avec moins de 100 enfants domiciliés à l'étranger sans numéro AVS suisse  
Ces services peuvent recourir à une procédure d'attribution manuelle d'un nouveau numéro AVS. On trouvera les informations nécessaires à l'attribution manuelle ainsi que le fichier Excel requis dans la [directive correspondante](#).

## 2.2 Lien entre l'ayant droit et l'enfant

211 Le lien de l'enfant donnant droit aux allocations familiales avec l'ayant droit (art. 18a, al. 1, let. c, OAFam) est saisi comme suit dans le RAFam :

Lien entre l'ayant droit et l'enfant	Code
mère	10
belle-mère	11
mère nourricière (enfants recueillis)	12
sœur	13
grand-mère	14
père	20
beau-père	21
père nourricier (enfants recueillis)	22
frère	23
grand-père	24

212 Les parents adoptifs sont saisis dans le registre avec le même code que s'ils étaient les parents biologiques (10 et 20), car l'adoption crée un lien de filiation au sens du [Code civil](#) et l'enfant a le statut juridique d'enfant de ses parents adoptifs.

213 Le ou la partenaire enregistré/e au sens de la loi sur le partenariat (LPart) sont saisis en tant que beau-père ou belle-mère (code 21 ou 11) de l'enfant de leur partenaire.

### 2.3 Statut professionnel de l'ayant droit

214 Le statut professionnel de l'ayant droit (art. 18a, al. 1, let. d, OAFam) est saisi comme suit dans le RAFam :

Statut professionnel	Code
Salarié	01
Indépendant	02
Sans activité lucrative	03
Bénéficiaire d'indemnités de l'AC	04
Agriculteur (soumis à la LFA)	05
Membre de la famille travaillant dans l'exploitation (soumis à la LFA)	06
Travailleur agricole (soumis à la LFA)	07
Bénéficiaire d'indemnités journalières de l'AI pendant l'exécution des mesures de réadaptation	08
Salarié dont l'employeur n'est pas tenu de cotiser (ANobAG)	09

### 2.4 Service légalement responsable communiquant les données

- 215 Le service compétent, c.-à-d. légalement responsable, pour fixer et verser les allocations familiales doit être enregistré dans le RAFam (art. 18a, al. 1, let. e, OAFam). C'est lui, en règle générale, qui communique les données au RAFam et il est dans ce cas enregistré aussi bien en tant que service légalement responsable qu'en tant que service communiquant les données.
- 216 Si ce n'est pas le service légalement responsable qui est compétent pour la gestion du dossier et qui communique les données au RAFam, mais une agence ou un organe de décompte, ces derniers sont également enregistrés en tant que services communiquant les données (art. 18a, al. 1, let. f, OAFam).
- 217 La CdC attribue aux services légalement responsables et aux services communiquant les données un numéro d'identification univoque, valable pour toutes les opérations liées au RAFam (cf. ch. 401 ss et [liste CdC](#)).

## 2.5 Genre d'allocation

218 Le RAFam répertoriera les allocations suivantes (art. 18a, al. 1, let. g, OAFam):

Genre d'allocation	Abréviation (viewer)	Code
Allocation de naissance	Naissance	01
Allocation d'adoption	Adoption	02
Allocation différentielle en cas de naissance	Différentielle naissance	03
Allocation différentielle en cas d'adoption	Différentielle adoption	04
Allocation pour enfant	Allocation pour enfant	10
Allocation pour enfant avec supplément pour famille nombreuse	Allocations pour enfant avec suppl. famille nombreuse	11
Allocation pour enfant en incapacité d'exercer une activité lucrative (jusqu'à 20 ans)	Allocation pour enfant en incapacité d'exercer activité lucrative	12
Allocation pour enfant en incapacité d'exercer une activité lucrative (jusqu'à 20 ans) avec supplément pour famille nombreuse	Allocation pour enfant en incapacité d'exercer activité lucrative av. suppl. famille nombreuse	13
Allocation de formation professionnelle	Allocation de formation	20
Allocation de formation professionnelle avec supplément pour famille nombreuse	Allocation de formation avec suppl. famille nombreuse	21
Supplément pour formation anticipée	Supplément formation anticipée	22
Allocation de formation professionnelle avec supplément pour famille nombreuse et supplément pour formation anticipée	Allocation de formation avec suppl. famille nombreuse et formation anticipée	23
Allocation différentielle	Différentielle	30
Allocation différentielle internationale	Différentielle internationale	31
Supplément pour enfant s'ajoutant aux indemnités journalières de l'AI pendant l'exécution de mesures de réadaptation	Supplément pour enfant IJAI	32

## 2.6 Base légale de l'allocation familiale

219 Pour chaque allocation, on inscrit dans le registre la base légale en vertu de la quelle elle est versée (art. 18a, al. 1, let. h, OAFam). On indique également, à côté de la base légale, le canton dont le régime d'allocations familiales est applicable (p. ex. 01VD), sauf pour le supplément pour enfant s'ajoutant aux indemnités journalières de l'AI pendant l'exécution de mesures de réadaptation.

Base légale	Code
LAFam	01
LACI	02
LFA – régime plaine	03
LFA – régime montagne	04
LAI	05

Canton dont le régime d’allocations familiales est applicable	Code
Zurich	ZH
Berne	BE
Lucerne	LU
Uri	UR
Schwyz	SZ
Obwald	OW
Nidwald	NW
Glaris	GL
Zoug	ZG
Fribourg	FR
Soleure	SO
Bâle-Ville	BS
Bâle-Campagne	BL
Schaffhouse	SH
Appenzell Rhodes-Extérieures	AR
Appenzell Rhodes-Intérieures	AI
Saint-Gall	SG
Grisons	GR
Argovie	AG
Thurgovie	TG
Tessin	TI
Vaud	VD
Valais	VS
Neuchâtel	NE
Genève	GE
Jura	JU

## 2.7 Début et fin du droit

220 Le RAFam contient la date à laquelle prend naissance le droit à l’allocation périodique et celle à laquelle ce droit s’éteint (art. 18a, al. 1, let. i, OAFam). Pour une allocation de naissance ou d’adoption, il n’est pas nécessaire d’indiquer une date de

naissance et d'extinction du droit, étant donné que l'allocation n'est versée qu'une seule fois.

- 221 Les allocations sont annoncées au RAFam après l'acceptation d'une demande de prestations ou après une modification. Seules les allocations différentielles versées pour des enfants résidant à l'étranger (31) peuvent être annoncées au registre dès le dépôt de la demande, afin de simplifier la coordination des allocations familiales sur le plan international. C'est pourquoi, dans ce cas, il n'est pas impératif d'indiquer le début et la fin du droit.
- 222 Les caisses de chômage gèrent les allocations familiales sans date de début ni de fin du droit aux prestations. Elles versent la prestation sur la base du nombre de jours durant lesquels l'assuré a été au chômage durant le mois en question et annoncent ensuite le mois de contrôle et le nombre de jours ouvrés pour lesquels elles versent une allocation (cf. ch. 604 et 608).

## 2.8 Données de l'employeur

- 223 Les employeurs participent à l'exécution des régimes d'allocations familiales ([art. 15, al. 2, LAFam](#)) : leurs tâches sont déterminées par les prescriptions cantonales et les accords conclus avec leur CAF. La possibilité est donc offerte aux CAF d'annoncer également au registre les données de contact des employeurs affiliés (art. 18, al. 1, let. j, OAFam). La gestion de ces données incombe exclusivement aux CAF.

## 3. Accès aux données

Art. 21b LAFam Accès aux données

<sup>1</sup> Le Conseil fédéral détermine les services qui ont accès en ligne au registre des allocations familiales.

<sup>2</sup> Le fait que des allocations familiales sont octroyées et le nom du service qui les verse sont des données accessibles au public. Les demandes d'informations doivent mentionner le numéro AVS et la date de naissance de l'enfant. Le Conseil fédéral peut toutefois, pour le bien de l'enfant, interdire l'accès à ces données.

### 3.1 Procédure d'appel

#### 3.1.1 Services autorisés

Art. 18b OAFam Services ayant accès au registre des allocations familiales  
Les services suivants ont accès au registre des allocations familiales par une procédure d'appel:

- a. les services cités à l'art. 21c LAFam;
- b. les services suisses compétents pour la coordination des allocations familiales dans les relations internationales;
- c. les autorités cantonales pour l'exercice de leur fonction de surveillance selon [l'art. 17, al. 2 LAFam](#);
- d. l'Office fédéral des assurances sociales, dans la mesure où il exécute les tâches prévues aux [art. 27, al. 2 LAFam](#) et [72, al. 1, première phrase LAVS](#);
- e. le Secrétariat d'état à l'économie, dans la mesure où il exécute les tâches prévues à [l'art. 83, al. 1 de la loi sur l'assurance-chômage du 25 juin 1982](#).

#### 3.1.2 Telezas3

- 301 Tous les services autorisés à accéder aux données auront, dès le 1<sup>er</sup> janvier 2011, accès au RAFam via Telezas3. Cet accès comprend l'autorisation de lire les données et la possibilité d'effectuer des requêtes individuelles au moyen de divers critères de recherche (p. ex. numéro AVS, nom ou date de naissance de l'enfant).
- 302 Telezas3 est une application en ligne qui permet de consulter le registre des assurés AVS. L'accès nécessite un nom d'utilisateur, un mot de passe et un certificat. Pour le Change Management de Telezas3 sont applicables les règles des ch. 513 ss.

### 3.2 Informations accessibles au public (InfoAFam)

#### 3.2.1 InfoAFam

- 303 La CdC gère pour le public le site Internet [InfoAFam](#), sur lequel il est possible de voir, en indiquant le numéro AVS et la date de naissance de l'enfant, si une allocation est versée pour cet enfant, et, le cas échéant, par quel service (art. 21b, al. 2, LAFam).

### 3.2.2 Exceptions à l'accessibilité au public

Art. 18c OAFam Exceptions à l'accessibilité au public

<sup>1</sup> Les autorités compétentes en matière d'adoption et de mesures de protection de l'enfant peuvent, pour le bien de l'enfant, demander à la Centrale de compensation de rendre inaccessibles au public les données concernant un enfant.

<sup>2</sup> La Centrale de compensation rend les données inaccessibles au public dans le délai d'un jour ouvré suivant la demande.

- 304 Si les données relatives à un enfant ne sont plus accessibles sur *InfoAFam*, elles ne sont pas non plus visibles dans le RAFam. Les services autorisés à accéder aux données y trouvent une remarque leur indiquant que, pour recevoir des informations complémentaires concernant cet enfant, ils doivent s'adresser au bureau de gestion RAFam.

## 4. Obligation de communiquer et contrôle

Art. 21c LAFam Communication des données

Les services ci-après communiquent sans délai à la Centrale de compensation les données nécessaires à la tenue du registre des allocations familiales :

- a. les caisses de compensation pour allocations familiales selon [l'art. 14](#) ;
- b. les caisses de chômage au sens des [art. 77 et 78 de la loi fédérale du 25 juin 1982 sur l'assurance-chômage obligatoire et l'indemnité en cas d'insolvabilité](#) ;
- c. les caisses de compensation AVS, pour l'exécution des tâches qui leur incombent en vertu de [l'art. 13 de la loi fédérale du 20 juin 1952 sur les allocations familiales dans l'agriculture](#) et [l'art. 60, al. 1, de la loi fédérale du 19 juin 1959 sur l'assurance-invalidité](#) ;
- d. les services cantonaux compétents pour l'exécution des allocations familiales destinées aux personnes sans activité lucrative.

Art. 18d OAFam Obligation de communiquer

<sup>1</sup> Dès que les services cités à l'art. 21c LAFam acceptent une demande d'allocations familiales ou effectuent une modification influençant le droit aux allocations, ils communiquent les données selon l'art. 18a, al. 1 à la Centrale de compensation dans le délai d'un jour ouvré.

<sup>2</sup> Les employeurs fournissent aux services cités à l'art. 21c LAFam les données nécessaires à l'accomplissement de l'obligation de communiquer prévue à l'al. 1 de manière continue. Lorsqu'ils prennent connaissance d'une modification influençant le droit aux allocations, ils la communiquent dans le délai de 10 jours ouvrés.

#### 4.1 Identification des services communiquant les données

- 401 À chaque service tenu de communiquer ses données est attribué un numéro d'identification univoque (cf. [liste CdC](#)). Ce numéro est valable pour toutes les opérations liées au RAFam.
- 402 La caisse compétente, et donc légalement responsable, pour fixer et verser les allocations familiales est saisie dans le registre avec le numéro qui lui est attribué par l'Office fédéral des assurances sociales (OFAS).
- 403 Si ce n'est pas la caisse légalement responsable qui est compétente pour la gestion du dossier et qui communique les données au RAFam, mais une agence ou un organe de décompte, ces derniers sont enregistrés, en plus de la caisse légalement responsable, en tant que services communiquant les données. On utilise pour cela, lorsque c'est possible, la numérotation officielle des caisses de compensation AVS. Pour les CAF visées à [l'art. 14, let. a, LAFam](#), on utilise la numérotation de l'OFAS sans les trois derniers chiffres.
- 404 Les caisses de chômage sont saisies avec le numéro qui leur est attribué par le SECO, précédé du préfixe ALK.
- 405 Les services qui annoncent les suppléments pour enfant s'ajoutant aux indemnités journalières de l'AI sont saisis avec le numéro officiel des caisses de compensation AVS. Il existe une numérotation particulière pour la caisse légalement responsable.
- 406 Les adresses de contact correspondant aux numéros enregistrés sont gérées par la CdC et publiées sur Internet avec les numéros d'identification (cf. [liste CdC](#)). Les caisses disposent de deux possibilités pour communiquer leur adresse de contact :
1. Communiquer à la CdC l'adresse complète. Cela signifie que toutes les modifications devront aussi lui être communiquées immédiatement par écrit.
  2. Indiquer à la CdC un URL menant sur une page avec l'adresse de contact, gérée par la caisse elle-même.  
La variante 2 permet aux caisses d'apporter elles-mêmes en tout temps les modifications nécessaires et de gérer le flux de contacts.

## 4.2 Etendue de l'obligation de communiquer

- 407 Pour satisfaire à l'obligation de communiquer prévue à l'art. 18d, al. 1, OAFam, les organes d'exécution doivent toujours veiller à ce que leurs bases de données relatives aux allocations soient *complètes et mises à jour quotidiennement*. Il leur faut donc organiser leur activité administrative et leur système informatique en conséquence.
- 408 Pour remplir l'obligation de communiquer prévue à l'al. 1, les caisses ont besoin de recevoir immédiatement les données nécessaires des employeurs. Ces derniers doivent par conséquent s'organiser, du point de vue tant administratif que technique, de manière à pouvoir annoncer aux caisses de façon continue toutes les nouvelles demandes d'allocations familiales et toutes les modifications dont ils ont connaissance. En particulier, les modifications qui influent sur le droit aux prestations doivent être annoncées le plus rapidement possible afin que le RAFam puisse atteindre son but. La modification la plus importante est la cessation du versement d'une allocation en raison du départ d'un salarié. Si l'employeur n'annonce pas à la caisse la fin de l'allocation avant ce départ et si la nouvelle caisse compétente annonce à temps le début de l'allocation, il en résulte une contradiction dans le registre. Cette contradiction sera communiquée aux deux caisses, qui doivent y remédier. Il importe d'éviter ces démarches administratives inutiles. Le *délai de 10 jours ouvrés*, au cours duquel les employeurs sont tenus de communiquer une modification ayant une influence sur le droit aux prestations, tient compte de l'organisation administrative des employeurs ; ces derniers ont ainsi la possibilité de transmettre toutes les deux semaines et de manière groupée les communications au RAFam. Ce délai combiné avec celui d'un jour ouvré prévu à l'al. 1 pour les services cités à l'art. 21c LAFam devrait offrir la garantie de limiter au minimum les cas de contradictions.
- 409 L'expression « jour ouvré » désigne les jours de la semaine du lundi au vendredi, hors samedi, dimanche et jours fériés.
- 410 Concernant les échanges de données entre les caisses et les employeurs affiliés, des informations et une aide complémentaire sont disponibles sur [la page Internet d'eAVS/AI](#).

- 411 Lorsqu'un nouvel organe d'exécution est créé, il est tenu de communiquer ses données dès le mois où il entame son activité. Lorsqu'un organe d'exécution est dissous, son obligation de communiquer s'éteint à la fin du mois au cours duquel il cesse son activité.

### 4.3 Contrôle de l'obligation de communiquer

Art. 18e OAFam Contrôle de l'obligation de communiquer

<sup>1</sup> L'office contrôle au moins une fois par année le nombre de communications faites par chaque service cités à l'art. 21c LAFam.

<sup>2</sup> S'il constate des erreurs ou présume des manquements, il somme le service concerné de livrer les données nécessaires en lui impartissant un délai.

<sup>3</sup> Si le service ne se conforme pas à la sommation, l'office en informe l'autorité de surveillance compétente.

- 412 Le contrôle du respect de l'obligation de communiquer a lieu pour chaque organe d'exécution au moins une fois par année civile ; la date et la fréquence en sont déterminées par l'OFAS. Celui-ci compare les communications de données faites jusqu'à la date du contrôle avec celles de l'année précédente. La comparaison peut aussi porter sur le nombre d'allocations familiales enregistrées pour le service en question dans la statistique de l'OFAS ([art. 27, al. 2, LAFam](#) en corrélation avec l'[art. 20 OAFam](#) ; [www.ofas.admin.ch](http://www.ofas.admin.ch) → Allocations familiales).
- 413 Si le contrôle montre qu'un organe d'exécution, par sa propre faute, n'a fourni aucune donnée durant la période de contrôle, ou trop peu de données par rapport aux années précédentes, l'OFAS le somme de livrer au RAFam les données manquantes *dans un délai de cinq jours ouvrés*. Si l'organe d'exécution n'obtempère pas, l'OFAS en informe l'autorité de surveillance compétente. Celle-ci doit aussitôt ordonner à l'organe en question de fournir les données au RAFam dans un délai de trois jours ouvrés, en le menaçant de prendre d'autres mesures. Si l'organe n'obtempère pas dans le délai imparti, l'autorité de surveillance ordonne les mesures nécessaires.
- 414 Les autorités de surveillance compétentes sont :  
– les autorités cantonales qui exercent la surveillance sur les CAF conformément à l'[art. 17, al. 2 LAFam](#) ;

- l’OFAS en tant qu’autorité de surveillance fédérale concernant les allocations familiales et des caisses de compensation AVS ([art. 27, al. 2 LAFam](#) et [art. 72, al. 1 LAVS](#)) ;
- le SECO pour les caisses de chômage ([art. 83, al. 1 LACI](#)).

415 Il incombe exclusivement aux caisses de veiller à ce que les employeurs remplissent leur obligation de communiquer prévue à l’art. 18d, al. 2, OAFam. En cas de manquement, elles peuvent leur infliger une amende d’ordre ([art. 23 LAFam](#) en corrélation avec l’[art. 91 LAVS](#)).

## 5. Transfert des données

### 5.1 Généralités

Art. 18f OAFam Transfert et traitement des données

<sup>1</sup> Le transfert des données entre les services cités à l’art. 21c LAFam et la Centrale de compensation se fait au moyen d’une procédure électronique.

<sup>2</sup> La Centrale de compensation saisit les données dans le registre des allocations familiales après avoir effectué les vérifications nécessaires.

<sup>3</sup> Les services cités à l’art. 21c LAFam sont responsables de l’exactitude des données.

501 Les services tenus de communiquer les données sont responsables de l’échange de données avec le registre. Ils ont la compétence pour définir, dans le respect des prescriptions de la CdC, l’ampleur, la structure et le fonctionnement du système informatique qu’ils utilisent pour les transferts des données.

502 Le RAFam présente l’état des allocations familiales comme enregistrées au moment de la consultation ou de l’annonce. Il indique également les incohérences et les communique aux organes d’exécution concernés. Toutefois, il est exclusivement du devoir desdits organes d’exécution de les corriger et non du RAFam lui-même. Le registre n’assure donc pas la gestion des allocations familiales, qui demeure du ressort des organes d’exécution.

### 5.2 Plateforme d’échange de données sedex

503 Le transfert des données entre les organes d’exécution et la CdC s’effectue par le biais de sedex, la plateforme d’échange de données de la Confédération. Standard de cyberadministration

de l'administration fédérale, cette plateforme permet un échange sécurisé d'envois volumineux de données ou de nombreux envois simultanés.

- 504 Les organes d'exécution doivent se connecter à la plateforme d'échange de données à l'aide d'un adaptateur sedex (direct ou par un fournisseur de services informatiques). Les frais sont à leur charge.
- 505 Des explications et informations spécifiques concernant sedex et l'adaptateur sedex peuvent être consultées sur la [page de l'Office fédéral de la statistique](#) et dans les [directives sur la plateforme d'échange de données \(PED\)](#) de l'AVS/AI.
- 506 Pour faciliter l'intégration de sedex dans les organes d'exécution, l'OFAS propose le logiciel sM-Client, présenté sur [la page Internet du fournisseur du logiciel](#).

### **5.3 Format des fichiers**

- 507 L'échange automatique de données utilise le langage XML (Extensible Markup Language), qui permet la communication entre systèmes hétérogènes. Les schémas de communication utilisés sont conformes aux normes de cyberadministration en vigueur et compatibles avec sM-Client.
- 508 Le fichier d'annonce est transféré via sedex. En cas de transfert simultané de plusieurs annonces celles-ci doivent être envoyées dans un seul fichier. sM-Client le complète avec des informations de traitement générales (eCH0058) et l'enveloppe sedex (eCH0090). Si sM-Client n'est pas utilisé, ces deux structures doivent être jointes manuellement.
- 509 Etant donné que la structure des enregistrements au format XML s'appuie sur une XSD (XML Schema Definition), l'utilisation de certaines normes XSD peut entraîner quelques différences entre la description de l'enregistrement « plat » et celle au format XML.
- 510 Les XSD des données, les fichiers PDF servant à expliquer les schémas et les exemples de fichiers XML se trouvent sur [la page Internet de la CdC](#).

- 511 L'échange entre les organes d'exécution et la CdC met en jeu deux fichiers, *l'enveloppe* et le *contenu* :
- *L'enveloppe* est un fichier XML conforme à la norme Sedex eCH-0090.
  - *Le contenu* est composé d'une archive Zip comprenant deux fichiers, *header.xml* et *message.xml*
    - Le fichier *header.xml* est conforme à la norme eCH-0058
    - Le fichier *message.xml* comprend un paquet d'annonces correspondant au schéma XML eCH-0104, ainsi que des informations prédéfinies que l'on doit retrouver dans le fichier *header.xml* sous une forme identique.
- 512 Les fichiers de l'enveloppe et du contenu sont nommés respectivement *envl\_M.xml* et *data\_M.zip*. M indique une clé primaire qui assure la liaison entre l'enveloppe et le contenu.

#### **5.4 Change Management**

- 513 L'OFAS et la CdC sont responsables pour le Change Management de tous les composants relatifs au RAFam. Ils définissent ensemble une procédure appropriée.
- 514 Tous les changements sont effectués dans le cadre des cycles de releases (en général deux fois par année). Les organes d'exécution sont informés à temps des nouvelles releases. En cas de changement important, les organes d'exécution concernés sont consultés d'avance. A cette fin, les organes d'exécution définissent un point de contact informatique, compétent pour les aspects techniques du RAFam.
- 515 Au travers de ce même point de contact informatique, les organes d'exécution ont la possibilité d'adresser, par e-mail, leurs demandes de modifications documentées et motivées au bureau de gestion RAFam.

#### **5.5 Description des données échangées**

- 516 Le tableau suivant décrit les données échangées entre les organes d'exécution et la CdC, qui sont utilisées dans le contenu des annonces.

Nom du champ	Taille	Type	Description
deliveryOffice	8p	Chaîne de caractères	Numéro du service qui communique l'information. Ce numéro doit être identique à celui contenu dans le registre officiel des adresses.
legalOffice	7p	Chaîne de caractères	Numéro de l'organe légalement responsable
recordNumber	16p	Numérique	Numéro saisi par le service effectuant la communication. Il s'agit d'un numéro de référence interne unique qui identifie le droit à des prestations.
vn	13p	Numérique	Numéro AVS de l'enfant
newVn	13p	Numérique	Nouveau numéro AVS de l'enfant selon UPI
officialName	100p	Chaîne de caractères	Nom de l'enfant selon UPI
firstName	100p	Chaîne de caractères	Prénom de l'enfant selon UPI
dateOfBirth	8p	Date	Date de naissance de l'enfant selon UPI
dateOfDeath	8p	Date	Date de décès de l'enfant selon UPI
sex	1p	Numérique	Sexe de l'enfant selon UPI
familyAllowanceType	2p	Numérique	Genre d'allocation familiale, selon les codes définis (ch. 218)
legalBasis		Chaîne de caractères	Base légale pour le versement de l'allocation familiale (LAFam, LACI, LFA ou LAI) ainsi que, pour la LAFam, la LACI et la LFA, le canton dont le régime s'applique, conformément aux codes définis (ch. 219)
start	8p	Date	Date de début de droit à la prestation au format JJMMAAAA
end	8p	Date	Date de fin de droit à la prestation au format JJMMAAAA
controlMonth	6p	Date	Mois de contrôle en cas d'annonce d'un supplément à l'indemnité journalière de l'AC
numberOfWorkdays	2p	Numérique	Nombre de jours de droit au supplément à l'indemnité journalière de l'AC par mois
Vn	13p	Numérique	Numéro AVS de l'ayant droit
officialName	100p	Chaîne de caractères	Nom de l'ayant droit selon UPI
firstName	100p	Chaîne de caractères	Prénom de l'ayant droit selon UPI
dateOfBirth	8p	Date	Date de naissance de l'ayant droit selon UPI

Nom du champ	Taille	Type	Description
dateOfDeath	8p	Date	Date de décès de l'ayant droit selon UPI
sex	1p	Numérique	Sexe de l'ayant droit selon UPI
familialStatus	2p	Numérique	Statut familial (lien avec l'enfant don- nant droit à l'allocation) selon les codes définis (ch. 211)
occupationStatus	2p	Numérique	Statut professionnel selon les codes définis (ch. 214)
creationDate	8p	Date	Date de saisie de l'enregistrement se- lon la définition de la CdC
mutationDate	8p	Date	Date de dernière modification de l'en- registrement selon la définition de la CdC
ReturnCode	1p	Numérique	Statut après traitement (Statut défini par la CdC après traitement)
error	3p	Numérique	Code de non-plausibilité pour une an- nonce ou un enregistrement après exé- cution de la synchronisation avec UPI (ch. 711 ss)
comment	2p	Chaîne de caractères	Code permettant l'ajout d'une remarque dans les annonces sur les mutations / effacements / annulations (ch. 616)
errorPeriod	16p	Date	Période de chevauchement dans le cas d'annonces contradictoires

- 517 La combinaison `deliveryOffice` et `recordNumber` (numéro du service qui communique l'information et numéro identifiant le droit à allocation) est utilisé pour identifier de manière univoque la période de référence d'une allocation.
- 518 Le format du nom et du prénom est repris de l'enregistrement UPI (`officialName`, `firstName`) en respectant les majuscules/minuscules et les accents, puis codé au format UTF-8 (cf. [page Internet CdC](#)).

## 6. Types d'annonce

601 Les organes d'exécution effectuent leurs *annonces au registre* sous les formes suivantes :

types d'annonce	code de domaine d'application
a) Annonces concernant de nouvelles prestations	eCH-0104-68:newBenefitType
b) Annonces concernant des mutations, corrections, y compris l'arrêt d'une allocation	eCH-0104-68: benefitMutationType
c) Annonces concernant des annulations	eCH-0104-68: benefitCancellationType

602 Les *annonces du registre* aux organes d'exécution (retours) sont effectuées sous les formes suivantes :

types d'annonce	code de domaine d'application
a) Accusé de réception d'une annonce	eCH-0104-69:receiptType
b) Annonce après synchronisation avec UPI	eCH-0104-69: UPISynchronizationRecordType
c) Annonce contenant l'état du registre des allocations familiales en entier	eCH-0104-69: registerStatusRecordType
d) Annonce après une adaptation en contradiction avec l'annonce d'un autre organe d'exécution	eCH-0104-69:noticeType

### 6.1 Annonces transmises au registre

#### 6.1.1 Opérations des CAF importantes pour le RAFam

603 La « [Fiche d'information RAFam : Opérations des CAF importantes pour le RAFam](#) » présente les principales opérations des CAF importantes pour le registre.

#### 6.1.2 Nouvelle prestation – Annonce eCH-0104-68:newBenefitType

604 Pour une nouvelle prestation, les organes d'exécution indiquent les données suivantes (annonce eCH-0104-68:newBenefitType) :

Champ	Taille	Type	Contenu	Remarques
1. deliveryOffice	8p	Chaîne de caractères	Numéro du service effectuant la communication	
2. legalOffice	7p	Chaîne de caractères	Numéro de l'organe également responsable	
3. recordNumber	16p	Numérique	Numéro identifiant le droit à l'allocation	
4. vn	13p	Numérique	Numéro AVS de l'enfant	
5. familyAllowanceType	2p	Numérique	Genre d'allocation familiale	(ch. 218)
6. legalBasis		Chaîne de caractères	Base légale	(ch. 219)
7. start	8p	Date	Date de début de droit à prestation au format JJMMAAAA	2
8. end	8p	Date	Date de fin de droit à prestation au format JJMMAAAA	2
9. controlMonth	6p	Date	Mois de contrôle au format MMAAAA	1
10. numberOfWorkdays	2p	Numérique	Nombre de jours ouvrés	1
11. vn	13p	Numérique	Numéro AVS de l'ayant droit	
12. familialStatus	2p	Numérique	Statut familial de l'ayant droit (lien avec l'enfant donnant droit à l'allocation)	(ch. 211)
13. occupationStatus	2p	Numérique	Statut professionnel de l'ayant droit	(ch. 214)
14. comment	2p	Chaîne de caractères	Remarques	3
1 = Annonce d'une caisse de chômage (remplace les champs 7 et 8) 2 = Ne rien inscrire en cas d'allocations de naissance ou d'adoption 3 = Facultatif				

- 605 Pour une allocation de naissance ou d'adoption, il n'est pas nécessaire d'indiquer une date de naissance et d'extinction du droit, étant donné que l'allocation n'est versée qu'une seule fois.
- 606 Lorsqu'un nouvel organe d'exécution est créé, il indique à la CdC la même date de naissance du droit pour toutes les allocations familiales. Lorsqu'un organe d'exécution est dissous, il indique la même date d'extinction du droit pour toutes les allocations familiales.

- 607 Si un organe d'exécution signale une allocation différentielle internationale (code 31), les dates de naissance et d'extinction du droit ne doivent pas impérativement être indiquées lors de la première annonce (c.-à-d. généralement lors de la demande) : elles peuvent l'être seulement après acceptation de la demande.
- 608 Les caisses de chômage gèrent les allocations familiales qu'elles versent en supplément des indemnités journalières de l'AC sans indiquer de date de naissance ou d'extinction du droit. L'allocation est versée en fonction du nombre de jours ouvrés pendant lesquels l'assuré a été au chômage le mois considéré. Une caisse de chômage qui communique une nouvelle prestation remplit les champs 8 « Mois de contrôle » et 9 « Nombre de jours ouvrés », au lieu des champs 6 et 7 (dates de début et de fin du droit à prestation).
- 609 Lorsqu'une caisse verse deux allocations différentielles au même bénéficiaire (p. ex. une allocation au titre de la LFA et une allocation au titre d'une différentielle intercantonale), elle ne doit communiquer au RAFam que la plus élevée. Ajouter éventuellement un exemple.

### **6.1.3 Mutation / Correction / arrêt d'une prestation – eCH-0104-68: benefitMutationType**

- 610 Si un organe d'exécution souhaite corriger le contenu d'un enregistrement du RAFam ou annoncer l'arrêt d'une prestation, il doit envoyer à la CdC une annonce de mutation (eCH-0104-68:benefitMutationType), qui a la même forme que l'annonce initiale. Cela n'est possible que pour les enregistrements déjà effectués par l'organe d'exécution lui-même. Les allocations peuvent être identifiées dans le registre au moyen des champs suivants, qui doivent être identiques à ceux de l'annonce d'origine : numéro de l'organe d'exécution (deliveryOffice, champ 1), numéro du droit à allocation (recordNumber, champ 3), numéro AVS de l'enfant (vn, champ 4) et genre d'allocation familiale (familyAllowanceType, champ 5). Après la mutation, les anciennes données ne sont plus visibles. Pour modifier le genre d'allocation ou le numéro AVS de l'enfant, il faut annuler le droit à la prestation en cours (message eCH-0104-68:benefitCancellationType) et transmettre une annonce de nouvelle allocation (message eCH-0104-68:newBenefitType).

611 Pour toute mutation / correction d'une allocation, les organes d'exécution communiquent les données suivantes – eCH-0104-68:benefitMutationType:

Champ	Taille	Type	Contenu	Remarques
1. deliveryOffice	6p	Chaîne de caractères	Numéro du service effectuant la communication	1
2. legalOffice	7p	Chaîne de caractères	Numéro du service légalement responsable	
3. recordNumber	16p	Numérique	Numéro identifiant le droit à l'allocation	1
4. vn	13p	Numérique	Numéro AVS de l'enfant	1
5. familyAllowanceType	2p	Numérique	Genre de l'allocation familiale	1, (ch. 218)
6. legalBasis		Chaîne de caractères	Base légale	(ch. 219)
7. start	8p	Date	Date de début de droit à prestation au format JJMMAAAA	2
8. end	8p	Date	Date de fin de droit à prestation au format JJMMAAAA	2
9. controlMonth	6p	Date	Mois de contrôle au format MMAAAA	3
10. numberOfWorkdays	2p	Numérique	Nombre de jours	3
11. vn	13p	Numérique	Numéro AVS de l'ayant droit	
12. familialStatus	2p	Numérique	Statut familial de l'ayant droit (lien avec l'enfant donnant droit à l'allocation)	(ch. 211)
13. occupationStatus	2p	Numérique	Statut professionnel de l'ayant droit	(ch. 214)
14. comment	2p	Chaîne de caractères	Remarques	4, (ch. 616)
1 = Champ ne pouvant pas être modifié 2 = Ne rien inscrire en cas d'allocations de naissance ou d'adoption 3 = Annonce d'une caisse de chômage (remplace les champs 7 et 8) 4 = Facultatif				

612 Si l'annonce passe les étapes de contrôle, le RAFam lui attribue une date d'enregistrement correspondant au jour de traitement, qui ne peut pas être modifiée.

613 Un organe d'exécution n'est pas autorisé à transmettre deux annonces eCH-0104-68:benefitMutationType le même jour pour

la même allocation. En revanche, elle peut transmettre une annonce eCH-0104-68:newBenefitType et un eCH-0104-68:benefitMutationType.

#### 6.1.4 Annulation d'une allocation – eCH-0104-68: benefitCancellationType

- 614 Si une annonce relative à une allocation a été transmise et qu'il s'avère qu'il n'y a pas de droit à allocation ou que l'annonce comportait des données incorrectes (non corrigibles), l'organe d'exécution doit effectuer une annonce d'annulation. L'allocation est alors enregistrée comme étant annulée (dans un champ spécial du registre) et n'est plus prise en compte pour les contrôles de plausibilité. Les annonces annulées restent visibles pour les organes d'exécution qui consultent le registre.
- 615 Pour l'annulation d'une prestation, les organes d'exécution indiquent les données suivantes (annonce eCH-0104-68: benefitCancellationType) :

Champ	Taille	Type	Contenu	Remarques
1. deliveryOffice	8p	Chaîne de caractères	Numéro du service effectuant la communication	
2. recordNumber	16p	Numérique	Numéro identifiant le droit à l'allocation	
3. vn	13p	Numérique	Numéro AVS de l'enfant.	
4. familyAllowanceType	2p	Numérique	Genre d'allocation familiale	(ch. 218)
5. comment	2p	Chaîne de caractères	Remarques	1, (ch. 616)
1 = Facultatif				

#### 6.1.5 Remarques sur les annonces eCH-0104-68: benefitMutationType et eCH-0104-68: benefitCancellationType

- 616 En cas de correction / mutation ou d'annulation d'une allocation, l'organe d'exécution a la possibilité d'insérer une remarque qui restera dans l'historique du registre. Par exemple, l'enregistrement indiquant que le remboursement d'une allocation est en attente facilite le travail administratif de la caisse. Si une correction est apportée à un enregistrement contenant une remarque,

celle-ci est effacée, à moins qu'elle ne soit réinscrite avec les données de correction. Les remarques permettront également d'identifier certaines opérations pour lesquelles les contrôles de plausibilité existants ne peuvent pas être utilisés.

Remarques types	Code
Créance en restitution de l'allocation	01
Revenu fluctuant au niveau du minimum ouvrant le droit à prestation	02

Traitement des cas spéciaux	Code
Versement concomitant des suppléments pour enfant de l'AC et de l'AI (cas légal qui doit être signalé par le service qui effectue la communication, afin qu'il ne soit pas considéré comme cumul)	A

## 6.2 Annonces du registre

617 Chaque annonce est d'abord soumise par le registre à un contrôle de plausibilité. Il ne passe à l'étape suivante du processus que s'il satisfait tous les critères. Les annonces non plausibles sont retournées aux organes d'exécution avec un code de traitement et de non-plausibilité. Les organes d'exécution traitent les annonces en retour reçues du RAFam *dans un délai d'un jour ouvré* et veillent à ce que les clarifications et adaptations nécessaires soient effectuées. Ils ont l'obligation de traiter les cas en suspens *dans un délai de cinq jours ouvrés* à compter de l'annonce. (cf. ch. 701 ss sur les codes de contrôle de plausibilité).

### 6.2.1 Accusé de réception d'un annonce – Annonce eCH-0104-69:receiptType

618 Toute annonce transmise au registre par un organe d'exécution entraîne un accusé de réception par la CdC qui contient les données suivantes et restitue le résultat du traitement.

## Données à communiquer – Annonce eCH-0104-69:receiptType:

Champ	Taille	Type	Contenu	Remarques
1. deliveryOffice	8p	Chaîne de caractères	Numéro du service effectuant la communication	
2. recordNumber	16p	Numérique	Numéro identifiant le droit à l'allocation	
3. vn	13p	Numérique	Numéro AVS de l'enfant	
4. familyAllowanceType	2p	Numérique	Genre d'allocation familiale	(ch. 218)
5. officialName	100p	Chaîne de caractères	Nom de l'enfant	1
6. firstName	100p	Chaîne de caractères	Prénom de l'enfant	1
7. dateOfBirth	8p	Date	Date de naissance de l'enfant	1
8. dateOfDeath	8p	Date	Date de décès de l'enfant	1
9. sex	1p	Numérique	Sexe de l'enfant	1
10. vn	13p	Numérique	Numéro AVS de l'ayant droit	1
11. officialName	100p	Chaîne de caractères	Nom de l'ayant droit	1
12. firstName	100p	Chaîne de caractères	Prénom de l'ayant droit	1
13. dateOfBirth	8p	Date	Date de naissance de l'ayant droit	1
14. dateOfDeath	8p	Date	Date de décès de l'ayant droit	1
15. sex	1p	Numérique	Sexe de l'ayant droit	1
16. creationDate	8p	Date	Date de création de l'enregistrement par la CdC	1
17. mutationDate	8p	Date	Date de modification de l'enregistrement de la CdC	1
18. ReturnCode	1p	Numérique	Statut après traitement 0 = Traité 1 = Traité, mais contenant des erreurs 2 = Non traité, annonce rejetée 3 = Annonce annulée	
19. error		Numérique	Code de non-plausibilité (liste des codes de non-plausibilité)	1, 2, (ch. 707 ss)

Champ	Taille	Type	Contenu	Remarques
20. errorPeriod	16p	Date	Période de chevauchement dans le cas d'annonces contradictoires	1, 2
<p>1 = Facultatif  2 = Si le statut après traitement est 0, ce champ n'est pas communiqué.  Remarque:  Les champs 1 à 4 permettent l'identification univoque de l'annonce initiale de l'organe d'exécution. Le champ 4 est ajouté car une caisse peut servir deux genres d'allocation familiale pour le même enfant (p. ex. allocation de naissance et allocation pour enfant). Les champs 5 à 9 et 11 à 15 sont remplis par la CdC pour mettre à jour le registre, puis retournés à l'organe qui a effectué la communication pour contrôle.</p>				

619 Les organes d'exécution doivent vérifier l'accusé de réception et s'assurer que leurs annonces ont été correctement traitées.

620 Les annonces rejetées avec le statut après traitement 2 doivent être corrigées et retransmises.

### **6.2.2 Annonce après une mutation contradictoire par un autre organe – eCH-0104-69:noticeType**

621 L'inscription d'une allocation peut modifier l'état d'une allocation déjà présente dans le registre dans les cas suivants :

- Chevauchement des périodes de début et de fin de plusieurs allocations
- Inscription d'une allocation différentielle pour laquelle il n'existe pas d'allocation de base ou qui se trouve isolée suite à une modification
- Modification d'une allocation de base pour laquelle une allocation différentielle est versée
- Suppression du conflit entre deux allocations

622 Ces situations sont signalées comme suit :

- Communication à l'organe d'exécution qui a transmis l'annonce (en utilisant le schéma eCH-0104-69:receiptType, avec, en cas de chevauchement des périodes, les dates en question).
- Annonce à l'organe d'exécution qui décide de l'allocation déjà enregistrée. La communication ci-dessus et l'annonce contiennent le même code de non-plausibilité.

## Données à communiquer – Annonce eCH-0104-69:noticeType :

Champ	Taille	Type	Contenu	Remarques
1. deliveryOffice	8p	Chaîne de caractères	Numéro du service effectuant la communication	
2. recordNumber	16p	Numérique	Numéro identifiant le droit à l'allocation	
3. vn	13p	Numérique	Numéro AVS de l'enfant	
4. familyAllowanceType	2p	Numérique	Genre d'allocation familiale	(ch. 218)
5. vn	13p	Numérique	Numéro AVS de l'ayant droit, modifié si nécessaire	
6. creationDate	8p	Date	Date de l'enregistrement des données par la CdC	
7. mutationDate	8p	Date	Date de la dernière modification des données par la CdC	
8. ReturnCode	1p	Numérique	Statut après traitement 0 = Situation corrigée 1 = Situation contradictoire (cf. code de non-plausibilité)	
9. error	3p	Numérique	Code de non-plausibilité (liste des codes de non-plausibilité)	1, 2 (ch. 707 ss)
10. errorPeriod	16p	Date	Période de chevauchement dans le cas d'annonces contradictoires	1, 2
Remarque: Les champs 1 à 4 permettent l'identification univoque de l'annonce initiale de l'organe d'exécution. Les champs 6 à 10 sont remplis par la CdC.				

### 6.2.3 Annonces après synchronisation UPI – Annonce eCH-0104-69:UPISynchronizationRecordType

623 La CdC synchronise le RAFam *une fois par jour* avec UPI et envoie à l'organe d'exécution une annonce recensant les modifications constatées dans les données personnelles (nom, prénom, date de naissance et sexe). Si le nom ou le prénom de l'enfant ou de l'ayant droit ou le numéro AVS de l'ayant droit est modifié, le registre communique les nouvelles valeurs avec un statut de traitement 0. Si la date de naissance de l'enfant est modifiée, le registre communique la nouvelle date de naissance et une indi-

cation sur le risque de non-plausibilité suite à cette modification (selon les codes de non-plausibilité établis). Si le numéro AVS de l'enfant est modifié, le registre communique à l'organe d'exécution l'ancien et le nouveau numéro, ainsi qu'un code de non-plausibilité (ch. 711 ss).

- 624 Bien que le registre complet soit mis à jour lors d'une synchronisation UPI, seules les modifications des enregistrements en cours sont communiquées aux organes d'exécution.
- 625 Cette annonce eCH-0104-69:UPISynchronizationRecord contient les champs relatifs à l'allocation (type de l'annonce initiale, numéro du service qui a effectué la communication, numéro identifiant le droit à l'allocation, numéro AVS de l'enfant, type d'allocation familiale), ainsi que les champs qui ont été adaptés lors de la synchronisation. Ces informations permettent à l'organe d'exécution de mettre à jour ses données.
- 626 Si, après la synchronisation, l'allocation saisie ne satisfait plus aux critères de plausibilités en vigueur (p. ex. en raison du décès de l'enfant ou d'une modification de sa date de naissance), l'organe d'exécution reçoit une annonce avec un code de non-plausibilité auquel il est tenu de réagir. Les données transmises correspondent à celles du cas ci-dessus. Le statut de traitement passe toutefois à 1 et le problème de plausibilité est ajouté. L'annonce devenue erronée reçoit dans le registre le statut « En attente de réponse de la part de l'organe d'exécution ». Si ce statut demeure pendant plus de trois mois, l'annonce est placée dans la file d'attente « Clearing ». Le Bureau de gestion RAFam doit alors contacter l'organe d'exécution pour résoudre le problème.

Données à communiquer – Annonce eCH-0104-69:UPISynchronizationRecordType :

Champ	Taille	Type	Contenu	Remarques
1. deliveryOffice	8p	Chaîne de caractères	Numéro du service effectuant la communication	
2. recordNumber	16p	Numérique	Numéro identifiant le droit à l'allocation	
3. vn	13p	Numérique	Numéro AVS de l'enfant	
4. familyAllowanceType	2p	Numérique	Genre d'allocation familiale	(ch. 218)

Champ	Taille	Type	Contenu	Remarques
5. vnNew	13p	Numérique	Nouveau numéro AVS de l'enfant	1
6. officialName	100p	Chaîne de caractères	Nom de l'enfant	2
7. firstName	100p	Chaîne de caractères	Prénom de l'enfant	2
8. dateOfBirth	8p	Date	Date de naissance de l'enfant	2
9. dateOfDeath	8p	Date	Date de décès de l'enfant selon UPI.	3
10. sex	1p	Numérique	Sexe de l'enfant	2
11. vn	13p	Numérique	Numéro AVS de l'ayant droit, modifié si nécessaire	2
12. officialName	100p	Chaîne de caractères	Nom de l'ayant droit	2
13. firstName	100p	Chaîne de caractères	Prénom de l'ayant droit	2
14. dateOfBirth	8p	Date	Date de naissance de l'ayant droit	2
15. dateOfDeath	8p	Date	Date de décès de l'ayant droit	3
16. sex	1p	Numérique	Sexe de l'ayant droit	2
17. creationDate	8p	Date	Date de création de l'enregistrement par la CdC	
18. mutationDate	8p	Date	Date de la dernière modification des données par la CdC	
19. ReturnCode	1p	Numérique	Statut après traitement 0 = Traité 1 = Traité, mais contenant des erreurs (code de non-plausibilité)	
20. error	3p	Numérique	Code de non-plausibilité	(ch. 707 ss)
<p>1 = Si le numéro AVS change suite à la création / suppression de liens entre plusieurs numéros AVS  2 = Nouvelles valeurs selon UPI  3 = Facultatif  Remarque:  Les champs 1 à 4 permettent l'identification univoque de l'annonce initiale de l'organe d'exécution.</p>				

#### 6.2.4 Annonce concernant l'état général du registre des allocations familiales en entier – Annonce eCH-0104-69:registerStatusRecordType

- 627 Afin de permettre aux organes d'exécution d'harmoniser périodiquement (en général chaque année) l'état de leurs données, l'état actuel des allocations familiales selon le RAFam leur est communiqué à leur demande ou sur instruction de l'OFAS. Cette annonce est transmise de la façon suivante :  
69:registerStatusRecordType.
- 628 La CdC et l'organe demandeur conviennent préalablement et au cas par cas des détails de la procédure.
- 629 Les annonces communiquées par la CdC à l'organe d'exécution prennent la forme présentée dans le tableau ci-dessous. Seules sont communiquées les données concernant les allocations familiales dont la date de fin est postérieure à la date de la demande.

Données à communiquer – Annonce eCH-0104-69:registerStatusRecordType :

Champ	Taille	Type	Contenu	Remarques
1. deliveryOffice	8p	Chaîne de caractères	Numéro du service effectuant la communication	
2. legalOffice	7p	Chaîne de caractères	Numéro du service légalement responsable	
3. recordNumber	16p	Numérique	Numéro identifiant le droit à l'allocation	
4. vn	13p	Numérique	Numéro AVS de l'enfant	
5. officialName	100p	Chaîne de caractères	Nom de l'enfant	
6. firstName	100p	Chaîne de caractères	Prénom de l'enfant	
7. dateOfBirth	8p	Date	Date de naissance de l'enfant	
8. dateOfDeath	8p	Date	Date de décès de l'enfant selon UPI	1
9. sex	1p	Numérique	Sexe de l'enfant	
10. familyAllowanceType	2p	Numérique	Genre d'allocation familiale	(ch. 218)
11. legalBasis		Chaîne de caractères	Base légale	(ch. 219)

Champ	Taille	Type	Contenu	Remarques
12. start	8p	Date	Date de début de droit à prestation au format JJMMAAAA	1, 2
13. end	8p	Date	Date de fin de droit à prestation au format JJMMAAAA	1, 2
14. controlMonth	6p	Date	Mois de contrôle au format MMAAAA.	1, 3
15. numberOfWorkdays	2p	Numérique	Nombre de jours ouvrés	1, 3
16. vn	13p	Numérique	Numéro AVS de l'ayant droit	
17. officialName	100p	Chaîne de caractères	Nom de l'ayant droit	
18. firstName	100p	Chaîne de caractères	Prénom de l'ayant droit	
19. dateOfBirth	8p	Date	Date de naissance de l'ayant droit	
20. dateOfDeath	8p	Date	Date de décès de l'ayant droit	1
21. sex	1p	Numérique	Sexe de l'ayant droit	
22. familyStatus	2p	Numérique	Statut familial de l'ayant droit (lien avec l'enfant donnant droit à l'allocation)	(ch. 211)
23. occupationStatus	2p	Numérique	Statut professionnel de l'ayant droit	(ch. 214)
24. creationDate	8p	Date	Date de l'enregistrement des données par la CdC	
25. mutationDate	8p	Date	Date de la dernière modification par la CdC	1
26. error	3p	Numérique	Code de la non-plausibilité dans une annonce ou un enregistrement après synchronisation UPI	1, (ch. 711 ss)
27. comment	2p	Chaîne de caractères	Code permettant d'associer une remarque à une annonce de mutation ou d'annulation	1, (ch. 616)
28. errorPeriod	16p	Date	Période de chevauchement dans le cas des annonces contradictoires	1
<p>1 = Facultatif  2 = Ne rien inscrire en cas d'allocations de naissance ou d'adoption  3 = Annonce d'une caisse de chômage (remplace les champs 12 et 13)</p>				

## 7. Codes de description des plausibilités

- 701 Trois types de contrôle des annonces au RAFam décrites ont été fixés ici :
- 1 Si un organe d'exécution transmet à la CdC un paquet d'annonces (au format XML), le schéma de ce dernier est d'abord comparé à un schéma XSD de référence. Si le schéma n'est pas correct, le paquet est retourné à l'organe d'exécution concerné avec une mention correspondante.
  - 2 Si le paquet d'annonces est en revanche accepté, les annonces sont reprises dans le module de contrôle qui vérifie le contenu de chaque annonce (contrôle de la cohérence des codes entre eux).
  - 3 La cohérence de chaque annonce est enfin contrôlée sur la base de l'état du registre et vérifiée dans UPI (avec des contrôles de plausibilité croisés).
- 702 Le traitement des annonces et des réponses aux organes d'exécutions peuvent s'effectuer de sept manières différentes (selon la situation initiale) qui, dans les listes de plausibilités ci-dessous, sont signalées par les types de retour a) à g).

Type de retour	Statut après traitement	Type de retour
Série d'annonces erronées (schéma XSD)	--	a)
Annonce rejetée (programme de contrôle). Réponse à la caisse qui a transmis le annonce (eCH-0104-69:receiptType).	02	b)
Annonce non plausible : mise à jour du registre, l'enregistrement reçoit un code signalant la non-plausibilité. Réponse à la caisse qui a transmis l'annonce incohérent (eCH-0104-69:receiptType).	01	c)
Annonce non plausible par rapport à une annonce déjà saisie : mise à jour du registre ; les deux caisses reçoivent le code correspondant signalant la non-plausibilité. Réponse aux deux caisses qui ont transmis les annonces incohérentes (eCH-0104-69:receiptType + eCH-0104-69:noticeType).	01	d)
Réponse à la caisse qui a signalé l'allocation litigieuse (eCH 0104-69:receiptType ou eCH-0104-69:noticeType).	00 ou 01	e)
Réponse à la caisse effectivement responsable de l'allocation (p. ex. après synchronisation UPI) (eCH-0104-69:noticeType ou 69:UPISynchronizationRecordType)	00 ou 01*	f)
Réponse à la caisse légalement responsable et à celle qui a communiqué les données	00	g)

- 703 \* 00 signifie que l'allocation reste plausible et 01 qu'elle est en attente et doit être corrigée.
- 704 « Type de retour » donne des informations sur la genèse d'une annonce et indique à qui il est destiné.  
« Statut après traitement » correspond au statut décrit au ch. 618 sur eCH-0104-69:receiptType, qui est indiqué à l'intention des caisses sur l'accusé de réception de la CdC.

### 7.1 Contrôle du schéma XSD

- 705 Après réception des annonces auprès de la CdC, leur cohérence au format XSD est contrôlée. Les contrôles portent sur :
- la présence des champs obligatoires
  - le format des données (numérique, date, etc)
  - les valeurs-limites du champ
- 706 Si le schéma d'un paquet d'annonces n'est pas valide, celui-ci est retourné à l'organe d'exécution. Si la structure des données ne correspond pas au standard prescrit, à savoir un fichier avec l'extension .zip, le message n'est pas pris en compte par le registre.

### 7.2 Plausibilité en fonction des données de l'annonce

Plausibilité	Code de non-plausibilité	Type de retour
Date de début incohérente Genre d'allocation : 10, 11, 12, 13, 22, 23, 30, 31, 32 : Date de début ou mois de contrôle $\geq$ Mois de naissance 20,21: Date de début ou mois de contrôle $>$ Fin du mois au cours duquel l'enfant atteint 16 ans	101	b)
Date de fin incohérente Genre d'allocation : 10,11: Date de fin ou mois de contrôle $\leq$ Fin du mois au cours duquel l'enfant atteint 16 ans 12,13: Date de fin ou mois de contrôle $\leq$ Fin du mois au cours duquel l'enfant atteint 20 ans 20, 21, 22, 23, 30, 31, 32 : Date de fin ou mois de contrôle $\leq$ 31 du mois au cours duquel la personne atteint 25 ans	102	b)

Plausibilité	Code de non-plausibilité	Type de retour
<p>Base juridique incohérente</p> <p>La LAFam doit être liée aux allocations suivantes : 01, 02, 03, 04, 10, 11, 12, 13, 20, 21, 22, 23, 30, 31</p> <p>La LACI doit être liée aux allocations suivantes : 10, 11, 12, 13, 20, 21, 22, 23, 31</p> <p>La LFA doit être liée aux prestations suivantes : 10, 12, 20, 30, 31</p> <p>La LAI doit être liée aux allocations 32.</p> <p>La LACI doit être utilisée par une caisse de chômage. Une caisse de chômage ne peut créer que des annonces sur la base légale de la LACI.</p> <p>Pour la LAFam, la LACI et la LFA, le canton doit être indiqué.</p> <p>Pour la LAI, il n'est pas nécessaire d'indiquer le canton.</p>	103	b)
<p>Statut de la procédure incohérente</p> <p>01, 02, 03, 09 uniquement pour la base légale LAFam</p> <p>04 uniquement pour la base légale LACI</p> <p>05, 06, 07 uniquement pour la base légale LFA</p> <p>08 uniquement pour la base légale LAI</p>	104	b)
DateDeb > DateFin	105	b)
NBen = NEnf	106	b)
Le numéro de l'organe d'exécution qui a effectué la communication ne correspond pas au numéro de celui qui a transmis l'annonce (pool).	107	b)
Le numéro de l'organe d'exécution qui a effectué la communication n'existe pas dans la liste officielle.	108	b)
Le numéro de l'organe légalement responsable n'existe pas dans la liste officielle.	109	b)
Des caisses autres que les caisses de chômage utilisent les champs suivants dans l'annonce : Mois de contrôle / Nombre de jours ouvrés.	110	b)
Genres d'allocation qui ne présentent pas d'allocation différentielle internationale et pour lesquels les champs suivants sont absents : Date de début/fin ou Mois de contrôle/Nombre de jours ou une allocation unique (du genre 01, 02, 03, 04)	111	b)
Allocation ou allocation différentielle de naissance / d'adoption avec dates de début et de fin ou nombre de jours ou de mois de contrôle, alors que ces champs ne doivent pas être mentionnés.	112	b)

### 7.3 Plausibilité en fonction du contenu du registre

707 Avant d'effectuer les contrôles suivants, les informations sur l'assuré (nom, prénom, date de naissance, sexe) de l'enfant et de l'ayant droit sont lues dans UPI.

Plausibilités	Code de non-plausibilité	Type retour
Numéro identifiant le droit à l'allocation déjà utilisé (nouvelle allocation) La combinaison du numéro de la caisse qui a effectué la communication et du numéro du droit à l'allocation est unique et sert à identifier ce droit.	201	b)
Tentative de modifier un enregistrement absent Annonces eCH-0104-68 : benefitMutationType et eCH-0104-68: benefitCancellationType : lorsqu'il existe dans le registre un enregistrement avec ce numéro d'enregistrement / numéro de caisse	203	b)
Incohérence entre le numéro AVS de l'enfant et l'enregistrement à modifier Annonces eCH-0104-68: benefitMutationType et eCH-0104-68: benefitCancellationType : l'entrée du registre indique un numéro AVS de l'enfant différent de celui de l'annonce	204	b)
Incohérence entre le genre d'allocation et l'enregistrement à modifier Annonces eCH-0104-68: benefitMutationType et eCH-0104-68: benefitCancellationType : l'entrée du registre indique un genre d'allocation différent de celui de l'annonce	205	b)
Traitement de deux annonces pour le même droit dans un cycle de traitement Annonce eCH-0104-68: benefitMutationType : pour chaque cycle de traitement, chaque droit (NrCafAnn + DroitAllNr) ne peut contenir au maximum qu'une mutation, afin d'éviter des problèmes dans l'ordre des traitements	206	b)
Allocation de naissance ou d'adoption, alors qu'il y en a déjà une dans le registre pour cet enfant Ce genre d'allocation ne peut être versé qu'une seule fois.	210	d)
Cumul (explications après le tableau) Les éventuels cumuls ou droits concurrents doivent être corrigés (les deux allocations sont présentes dans le registre avec le même code de non-plausibilité)	211	d)
Allocation différentielle sans allocation de base pour la même période L'allocation de base prime l'allocation différentielle	212	e)
Une allocation de base pour laquelle il existe une allocation différentielle est modifiée ou définie comme erronée La mutation d'une allocation de base peut avoir une incidence sur l'allocation différentielle.	213	e)
Allocation différentielle pour laquelle l'allocation de base est une allocation de chômage	214	e)

- 708 Le code de non-plausibilité 210 ou 211 cumul d'allocations familiales est généré dans les cas suivants :
- Combinaison du genre d'allocation 01 avec le genre d'allocation 01
  - Combinaison du genre d'allocation 02 avec le genre d'allocation 02
  - Combinaison du genre d'allocation 03 avec le genre d'allocation 03
  - Combinaison du genre d'allocation 04 avec le genre d'allocation 04
  - Chevauchement de périodes entre le genre d'allocation 10, 11, 12, 13, 20, 21, 22, 23, 31 ou 32 et le genre d'allocation 10, 11, 12, 13, 20, 21, 22, 23, 31 ou 32
  - Chevauchement de périodes entre le genre d'allocation 30 et le genre d'allocation 30, 31 ou 32
  - Chevauchement de périodes entre le genre d'allocation 31 ou 32 une quelconque autre allocation
- 709 En revanche, une combinaison des genres d'allocation 30 et 10, ou 01 et 12 n'est pas considérée comme cumul.
- 710 Cette règle connaît deux exceptions :
- Dans certains cas, il peut y avoir chevauchement entre le supplément à une indemnité journalière de l'AC et le supplément à une indemnité journalière de l'AI en cas de mesures de réadaptation. Les caisses peuvent le cas échéant créer une annonce avec la remarque « A ». Si au moins l'une des deux annonces contient cette remarque, le cumul n'est pas constaté.
  - Une allocation différentielle s'appuyant sur la base légale de la LFA région de montagne peut être payée en même temps qu'une allocation différentielle de la LAFam.

## 7.4 Plausibilité en fonction du contenu UPI

Plausibilité	Code de non-plausibilité	Type retour
Numéro AVS de l'enfant inconnu ou incorrect	301	b)
Numéro AVS de l'enfant modifié	302	f)
Numéro AVS de l'ayant droit inconnu ou incorrect	303	b)
Données personnelles (nom, prénom, date de naissance) de l'enfant ou du bénéficiaire modifiées	304	f)
La date de naissance communiquée par UPI est incomplète (seule l'année de naissance est connue) : il n'est pas possible de contrôler les dates ou l'âge.	305	b)
D'après les données UPI, l'enfant est décédé.	306	b)/f)g)*
D'après les données UPI, l'ayant droit est décédé.	307	b)/f)g)*

- 711 \*Retour b) pour une nouvelle annonce, retour f) pour une synchronisation UPI. En cas de décès de l'enfant, le versement s'arrête à la fin du mois de survenance du décès. En cas de décès de l'ayant droit, le versement s'arrête trois mois après la survenance du décès. Le retour g) a lieu dans ce délai (un ou trois mois) et n'a qu'une valeur informative.
- 712 *Fusion* (association de deux numéros AVS sous un seul numéro) :
- Sans modification du numéro AVS : pas d'annonce à l'organe d'exécution
  - Avec modification du numéro AVS : communication des numéros AVS (avant lien) et du nouveau numéro AVS
- 713 Dans ce cas, les numéros dans le registre sont modifiés par la CdC. L'annonce à la caisse comprend le code 302 et le statut après traitement 0. La caisse ne doit pas envoyer d'annonce à la centrale, mais seulement modifier le numéro dans son registre.
- 714 *Fission* (attribution d'un nouveau numéro à deux assurés qui avaient le même numéro AVS) :
- Communication du numéro AVS (avant suppression du lien)
- 715 Lors d'une suppression de lien, la CdC ne peut fournir aucun renseignement sur le nouveau numéro AVS attribué. Il incombe à l'organe d'exécution de l'identifier en envoyant une requête dans Telezas3 ou en contactant le Bureau de gestion RAFam.

- 716 La CdC communique ce cas à l'organe d'exécution avec le code 302 et le statut après traitement 1. Tous les organes d'exécution qui ont créé des annonces sous ce numéro sont informés.
- 717 En cas de modification du numéro AVS de l'enfant, l'organe d'exécution doit préparer l'annulation des allocations saisies et annoncer une nouvelle allocation avec le nouveau numéro AVS.
- 718 Les flux d'annonces CAF-RAFam (y compris les contrôles de plausibilité) se présentent sous forme [d'un exemple](#).

## 8. Traitement des annonces

- 801 Quotidiennement, c'est-à-dire *au moins chaque jour ouvré*, les organes d'exécution transmettent des annonces à la CdC. Les organes d'exécution rassemblent les annonces qui concernent le registre communiquées dans la journée, à partir desquelles ils créent le fichier d'annonces qui est transmis le jour même au registre (cf. ch. 407 ss sur l'obligation de communiquer).
- 802 Le registre rassemble tous les fichiers d'annonces d'un jour ouvré, les traite par lots *une fois par jour* (le soir) et génère des annonces en retour via sedex, dont les organes d'exécution disposent le jour ouvré suivant.
- 803 Les organes d'exécution traitent les annonces en retour reçues du RAFam *dans un délai d'un jour ouvré* et veillent à ce que les clarifications et adaptations nécessaires soient effectuées. Cela s'applique notamment lorsque les annonces d'un organe d'exécution résultant du traitement quotidien font apparaître des contradictions avec une allocation existante (cf. ch. 622 sur eCH-0104-69:noticeType). Il faut par ailleurs tenir compte du fait que les fichiers d'annonces de retour peuvent également concerner d'autres cas que les fichiers d'annonces transmis la veille. Ces cas peuvent notamment être générés par les annonces d'autres organes d'exécution.
- 804 Les systèmes d'information et d'organisation des organes d'exécution doivent garantir qu'un accusé de réception soit envoyé à chaque cas communiqué par le RAFam. Les organes d'exécution ont l'obligation de traiter les cas en suspens *dans un délai de cinq jours ouvrés* à compter de l'annonce.

- 805 On peut supposer que le registre va générer beaucoup d'annonces de cumul, notamment dans les premiers temps, car les processus organisationnels et techniques ne seront pas encore optimisés. Les systèmes d'information des organes d'exécution doivent tenir compte de ce fait en utilisant des fonctions de filtre appropriées.

### **8.1 Correction des annonces rejetés**

- 806 Pour les annonces que le RAFam ne peut pas traiter les organes d'exécution reçoivent un accusé de réception avec le statut après traitement 2 et le code de non-plausibilité correspondant. L'organe d'exécution doit les corriger et les renvoyer au RAFam.
- 807 La [« Fiche d'information RAFam : Correction des annonces rejetées »](#) présente les opérations en fonction des codes de non-plausibilité.

### **8.2 Traitement des annonces contradictoires (eCH-0104-69:noticeType)**

- 808 Dans la [« Fiche d'information RAFam : Traitement des annonces de contradictions »](#) sont indiquées à l'aide des exemples les procédures à suivre par les caisses, définissant quelle caisse doit ou devrait d'abord intervenir pour les annonces eCH-0104-69:noticeType afin d'éviter que les deux caisses ne procèdent aux mêmes clarifications en même temps ou qu'aucune caisse ne s'estime compétente.
- Un cas fréquent de fin de droit à une allocation est notamment le départ d'un employé (congé, empêchement, p. ex. suite à un accident ou à une maladie, décès) qui n'est pas communiqué dans les temps par la caisse. Si la nouvelle caisse de l'employé communique correctement la nouvelle allocation, les deux caisses reçoivent une annonce de retour (statut après traitement 01, code de non-plausibilité 210 ou 211). Dans ce cas, c'est à la caisse dont l'enregistrement existe déjà dans le registre et qui n'a pas agi dans les temps de procéder sans délai aux clarifications nécessaires et de signaler l'extinction de la prestation.

## 9. Livraison initiale des données

Art. 28a LAFam Dispositions transitoires de la modification du 18 juin 2010

<sup>1</sup> Les services mentionnés à l'art. 21c doivent avoir préparé les données à communiquer à la Centrale de compensation pour la mise en service du registre des allocations familiales au plus tard trois mois après l'entrée en vigueur de la présente modification.

<sup>2</sup> Le Conseil fédéral règle les modalités de la livraison initiale des données à la Centrale de compensation.

Art. 23a OAFam Dispositions transitoires de la modification du 8 septembre 2010

<sup>1</sup> Le registre des allocations familiales sera mis en service au cours de l'année 2011. L'office en fixe la date en accord avec la Centrale de compensation et informe les services cités à l'art. 21c LAFam au moins deux mois à l'avance.

<sup>2</sup> Les services cités à l'art. 21c LAFam communiquent à la Centrale de compensation, jusqu'au 15 du mois précédant la mise en service, les données selon l'art. 18a, al. 1 pour toutes les allocations familiales versées à compter de la date de la mise en service.

- 901 La livraison initiale des données se fait par des annonces de nouvelles prestations (annonce eCH-0104-68:newBenefitType). Les organes d'exécution doivent annoncer les allocations (encore) octroyées à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2011 au RAFam entre le 15 novembre et le 15 décembre 2010, ceci avec la date de début effective du droit. Les prestations nouvelles, modifiées, arrêtées ou annulées depuis la livraison initiale des données jusqu'à la mise en service du RAFam sont à annoncer sans délai avec le type d'annonce approprié.
- 902 Les fichiers d'annonce sont traités après vérification de leurs plausibilités. Un accusé de réception eCH-0104-69:receiptType est envoyé en retour. Les cumuls potentiels sont plausibilisés pour la période à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2011. Les annonces d'erreur relatives à la livraison initiale de données sont communiquées par une annonce eCH-0104-69:noticeType aux organes d'exécution avec la date de début effective du droit annoncé par l'organe d'exécution. Ainsi, des cumuls peuvent être détectés avec effet rétroactif, dans la mesure où ils subsistent dès le 1<sup>er</sup> janvier 2011. Les organes d'exécution doivent corriger ces erreurs suivant les procédures définies.
- 903 Pendant la phase opérationnelle de livraison des données précédant la mise en service du RAFam, les réponses eCH-0104-69:noticeType 212 e) (allocation différentielle sans allocation de base pour la même période) ne sont communiquées qu'à des

fins de tests. Les annonces effectives ne seront effectuées qu'après la mise en service, c.-à-d. dès le 1<sup>er</sup> avril 2011.

## 10. Financement

Art. 21d LAFam Financement

Le registre des allocations familiales est financé par la Confédération.

- 1001 Sur le plan technique, le RAFam utilise la plateforme d'échange de données sedex. Sur le plan organisationnel, elle se base sur la plateforme d'échange de données de l'AVS/AI. En tant que représentant de l'AVS/AI, l'OFAS a conclu avec l'exploitant de sedex un SLA qui définit les règles d'utilisation et de facturation. Le service compétent de l'OFAS (KBI DA – instance de coordination et d'autorisation pour l'échange de données par sedex) facture au RAFam, autrement dit à la CdC, l'utilisation de la plateforme sur la base du même SLA. (Les paramètres de base sont le nombre de participants, l'adaptateur, les annonces et la taille des annonces.)

## 11. Collaboration

Art. 18g OAFam Collaboration

<sup>1</sup> Les services cités à l'art. 21c LAFam sont consultés sur les questions relatives à l'exploitation et au développement ultérieur du registre des allocations familiales.

<sup>2</sup> Ils peuvent en particulier déposer des propositions sur le développement ultérieur et prendre position sur les propositions de la Confédération.

- 1101 La CdC, d'entente avec l'OFAS, informe les organes d'exécution une fois par année au moins des questions d'actualité, des modifications et des développements techniques prévus concernant le RAFam.  
 Cette collaboration comprend, entre autres, la possibilité de donner un avis sur l'introduction de nouveaux champs de données, celle-ci ayant une incidence directe sur les systèmes informatiques des organes d'exécution.

## 12. Protection des données et sécurité informatique

Art. 18*h* OAFam Protection des données et sécurité informatique

<sup>1</sup> La protection des données et la sécurité informatique sont régies par les dispositions suivantes:

- a. [l'ordonnance du 14 juin 1993 relative à la loi fédérale sur la protection des données](#);
- b. les [art. 8 à 10 de l'ordonnance du 26 septembre 2003 sur l'informatique dans l'administration fédérale](#);
- c. les [directives du conseil de l'informatique de la Confédération du 27 septembre 2004 concernant la sécurité informatique dans l'administration fédérale](#).

<sup>2</sup> La Centrale de compensation, les services cités à l'art. 21c LAFam et les employeurs prennent les mesures organisationnelles et techniques nécessaires pour sécuriser les données.

- 1201 Les données enregistrées dans le RAFam ne constituent pas des données sensibles ou des profils de la personnalité au sens de l'[art. 3, let. c et d, LPD](#).
- 1202 Les services cités veillent au respect des dispositions relatives à la protection des données et protègent leurs données contre toute perte et tout traitement non autorisé.

## 13. Conservation des données

Art. 18*i* OAFam Durée de conservation

<sup>1</sup> Les données du registre des allocations familiales sont conservées pendant cinq ans à compter de la fin du mois au cours duquel le droit aux allocations familiales s'est éteint. A l'expiration de ce délai, elles sont proposées aux Archives fédérales.

<sup>2</sup> Elles sont détruites si les Archives fédérales ne jugent pas leur archivage utile.

- 1301 Les données sont conservées dans le RAFam cinq ans encore après l'expiration du droit à l'allocation familiale, ceci compte tenu des délais fixés pour faire valoir le droit à des prestations arriérées et pour exiger la restitution de prestations indûment touchées ([art. 24](#) et [25 LPGA](#)).
- 1302 La CdC les détruira au plus tôt cinq ans et trois mois après l'extinction du droit à l'allocation familiale. Le délai supplémentaire de trois mois doit par exemple permettre aux services cités à l'art. 21c LAFam d'examiner sur la base des informations contenues dans le RAFam une demande de versement de prestations arriérées présentée juste avant l'expiration du délai de cinq ans.